

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://journal-la-mee.fr/945-bourse-01-ou-la-vie.html>

Bourse (01) ou la vie

- Thèmes généraux - Bourse, fonds de pension -

Date de mise en ligne : mardi 22 février 2005

Journal La Mée Châteaubriant

La Bourse ou la Vie

« La Bourse ou la Vie » : un petit livre revigorant de Philippe Labarde et Bernard Maris qui expliquent qu'aux Etats-Unis « l'épargne est devenue négative : les Américains dépensent plus qu'ils ne gagnent. C'est la République des actionnaires. Les Américains achètent des actions. Et ils sont tellement persuadés que la Bourse va monter qu'ils dépensent par anticipation les hausses boursières à venir, et qu'ils empruntent même pour acquérir des actions. Ce qui explique que beaucoup plus d'épargne française parte aux Etats-Unis que l'inverse. Autrement dit, les Français prêtent aux Américains pour qu'ils achètent, via les fonds de pension, des entreprises françaises ». C'est ainsi que les Etats-Unis parviennent à attirer l'épargne du monde entier. Et puis, si le chômage a apparemment diminué aux Etats-Unis, la situation des salariés n'a pas réellement changé : « Population carcérale impressionnante (2 % de la population masculine adulte sous les verrous ! On se frotte les yeux !), non-inscrits dans les agences d'emplois, découragés de chercher du travail, working poors (= travailleurs pauvres), consultants qui se déclarent consultants par honte d'être chômeurs, et travailleurs très épisodiques non recensés. Le sous emploi reste présent ».

Le jour de l'ouverture du sommet de Davos, un certain Craig Barrett, PDG d'Intel, déclarait dans le Hérald Tribune que « la peur et la paranoïa » lui paraissaient les caractéristiques intériorisées du salarié américain. Alors, un modèle, l'Amérique ? Sûrement pas ! Et ce n'est pas à eux qu'il faut emprunter cette idée stupide des « stock-options » et autres miroirs aux alouettes tendus par les capitalistes du monde entier : « les stock-options c'est le lien invisible le plus fort qui menace les mains des salariés, depuis que la poigne gauche de la main invisible du marché leur tient la gueule ouverte pendant que la poigne droite leur verse, à l'entonnoir, des prions, des OGM, des voitures, des heures de pub sur internet, de la télé, de la pollution etc... ». « Devenez tous actionnaires et ce sera merveilleux » nous dit-on. On apprend ainsi qu'Alcatel, à grands roulements de tambour, propose 1,8 millions de stock-options pour tous ses salariés. Ça fera 3 (trois !) actions par salarié. A côté les plus hauts dirigeants recevront 10 000 options, et les cadres dirigeants 1000 options. Trois contre 10 000, c'est toute la « démocratie » de l'actionariat populaire. Plutôt que du salaire tout de suite, les « stock-options c'est la possibilité de participer aux profits futurs de l'entreprise, s'il y en a, si un artifice comptable ne permet pas de les cacher. Le bon sens populaire disait autrefois « un tiens, vaut mieux que deux tu l'auras ». C'est de plus en plus vrai. Le salarié, dont la rémunération (future !) dépend du funambulisme de son patron, n'est plus rien, il n'est qu'une miette dans les hypothétiques profits futurs. Si l'entreprise fait faillite, les salariés risquent de tout perdre, emploi et épargne. Et c'est ce qu'on veut nous proposer par le biais des « fonds de pension ».

Ecrit le 25 mars 2004 :

Bouffés en Bourse

C'est une histoire à vous dégoûter à jamais de la Bourse. Tout a commencé le 29 juin 2000, quand Michel Bon, alors PDG de France Télécom, a annoncé en fanfare la mise en Bourse de Wanadoo : « Un million d'actionnaires pour Wanadoo, pourquoi pas ? ». Quinze jours plus tard, l'opération dépassait tous ses espoirs. 1,6 million d'actionnaires s'étaient rués sur le titre, dont 80 000 salariés. L'action était introduite à 19 euros, avant de s'effondrer avec la bulle Internet.

Fidélité mal récompensée

Fidèles malgré tout, les petits actionnaires acceptaient de patienter avant de toucher les bénéfices espérés. Aujourd'hui, ils déchantent. France Télécom veut racheter les actions à 8,86 Euros par action, la moitié du prix d'introduction ! Et juste au moment où la société renoue avec les bénéfices et s'apprête à distribuer des dividendes.

Sur les forums du site financier Boursorama, on se lâche : France Télécom est traité de « voleur », on parle de « terrorisme financier », de « spoliation » ou de « pratiques mafieuses ».

La colère est repercutée par les journaux financiers. Investir dénonce un prix « insuffisant », le Journal des Finances une opération « douloureuse pour le petit porteur ». Colette Neuville, la présidente de l'Adam (Association de défense des actionnaires minoritaires), s'indigne. Même révolte chez les professionnels de la Bourse .

Les contestataires estiment que leur combat dépasse le cas de Wanadoo. « Comment imaginer que les gens vont répondre aux prochaines introductions en Bourse, quand ils peuvent être expropriés comme aujourd'hui ? ». Ben oui, c'est ça la Bourse. Les gros grossissent et les petits perdent.

La bourse ou l'emploi

Mais France Telecom ne risque pas de faire une obésité salariale : pendant la seule année 2003, l'entreprise a perdu 16 000 emplois « hors effet de périmètre ». La formule est jolie et masque le fait que, dans les filiales que France Telecom a revendues, il y a eu 9000 suppressions d'emplois.

16000 + 9000 = 25 000 !

On nous dit que, sur ces 25 000, certains salariés sont partis en retraite. En attendant, ce sont 25 000 actifs qui n'ont pas trouvé d'embauche. Sans compter les milliers de contrats à durée déterminée qui n'ont pas été renouvelés.

Moins d'actifs, plus de retraités. Le gouvernement ose culpabiliser les retraités, laissant entendre qu'ils coûtent trop cher !

Ah ! une précision pour ceux qui utilisent Internet : dans les centres d'appels de Wanadoo (filiale de France Telecom), 54 % des salariés ont fait grève le jeudi 11 mars « contre la suppression d'effectifs et la dégradation des conditions de travail ».

Les internautes, eux, constatent la dégradation des conditions d'utilisation : déconnexions fréquentes, services non rendus, etc...

On ne peut pas à la fois satisfaire les actionnaires, les salariés et les clients.

Ecrit en mars 2000 :

Cadeaux empoisonnés

On vous l'a déjà dit : les stocks-options, c'est du vent. Ce ne sont pas des actions, c'est juste le droit donné à un employé d'acheter des actions à un prix donné, passé un certain délai. Prenons un exemple :

Monsieur ou Madame X, a le droit d'acheter, dans cinq ans, une action de l'entreprise Y, au prix de 100 F.

Si dans 5 ans, l'action de l'entreprise vaut 250 F, Monsieur ou Madame X, en la revendant gagnera 150 F (moins

les frais).

â€“ mais si l'action a chuté en Bourse, il n'y aura plus que du papier sans valeur.

Depuis quelques temps on nous bassine les oreilles avec ces fameuses stock-options que certains voudraient distribuer à tous les salariés d'une entreprise. Si c'est en plus d'un salaire confortable, pourquoi pas. Mais si c'est à la place d'une partie du salaire : casse cou ! C'est ce qui se produit en ce moment où la Bourse et spécialement les valeurs de la « nouvelle économie » ne sont pas bien ronflantes, et le mécanisme des stock-options commence à avoir des ratés. Au point que les dirigeants des grandes entreprises commencent à revendiquer des espèces sonnantes et trébuchantes mais bien actuelles, tandis qu'un certain nombre de salariés sont mis à la porte de leur entreprise avec des stock-options qui n'ont plus guère de valeur !

Aux USA un journal donne un bon conseil à ses lecteurs : « n'effectuez aucun achat fondé sur vos attentes en matière de richesse future ». C'est ce que le bon sens populaire traduit en une maxime « Un bon Tiens vaut mieux que deux Tu l'auras ». Le fabuliste Jean de la Fontaine disait, lui, « il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué ».

Ecrit en novembre 2000 :

Cela fait des années que les Français entendent parler de « retraite par répartition » et de « retraite par capitalisation ».

La retraite par répartition c'est ceci : je verse une cotisation chaque mois sur mon salaire. Cette cotisation sert à verser une pension à ceux qui sont actuellement en retraite. Je cotise ainsi pour la retraite des autres.

La retraite par capitalisation, c'est ceci : je mets de l'argent de côté tous les mois, il me reviendra comme complément de retraite plus tard. Je cotise ainsi pour moi-même.

Les financiers, et surtout les patrons, plaident pour cette retraite par capitalisation. Mais voici la mésaventure qui vient d'arriver à un castelbriantais qui cotise déjà depuis 16 ans à la « Mutuelle retraite de la fonction publique ». Il a reçu une lettre, le 6 novembre 2000, lui disant que la directive européenne sur l'assurance, transposée dans le droit français, oblige à une réforme du code de la mutualité et que, de ce fait, « votre complément retraite annuel en 2001 est estimé à 14 720 F au lieu de 17 660 F »

Ecrit le 23 février 2005 :

Catastrophe en Bourse

La Bourse, vous vous en moquez, vu que vous n'avez pas d'argent à y jouer. Il se passe pourtant, en ce moment, un phénomène inquiétant : la Bourse ne finance plus les entreprises

En 2004, les sociétés européennes ont davantage reversé d'argent à leurs actionnaires qu'elles n'ont levé de capitaux.

Les marchés participent-ils encore au financement de l'économie réelle ? Alors qu'ils ont retrouvé leurs marges de manoeuvre, des groupes industriels décident de SE PASSER D'EUX. En 2004, 47 entreprises sont entrées à la Bourse de Paris, mais 46 en ont été radiées. Les investisseurs, surtout institutionnels, préfèrent les OBLIGATIONS aux actions, tandis que les fonds d'investissement privés RENONCENT de plus en plus à mettre leurs actifs en Bourse.

Un tel comportement n'est pas sans conséquence pour l'économie : « Les marchés n'assurent plus le financement de la croissance, mais uniquement celui des déficits des Etats », s'inquiète l'économiste Patrick

Artus. « La réalité est encore plus défavorable qu'il n'y paraît, explique Daniel Fermon, stratège sur les marchés d'actions à la Société générale. L'essentiel des levées de capitaux est lié à la poursuite des privatisations en Europe. Les Etats ont mis sur le marché des participations importantes comme Enel (7,6 milliards d'euros), France Télécom (5,1 milliards), la Snecma (1,3 milliard). Les opérations privées, elles, ont été très limitées. »

« Nous assistons à une déformation jamais vue. Ce sont les entreprises désormais qui détiennent l'épargne face à des ménages et à des Etats de plus en plus endettés. » dit Christine Rives-Flores, chef économiste Société Générale.

Nous ne sommes plus dans le cercle traditionnel : les profits d'aujourd'hui financent les investissements de demain. « Le capitalisme actuel est un capitalisme de rente dans lequel les revenus de patrimoine et la rente obligatoire priment sur les revenus du travail et les actions ». On peut craindre de plus en plus pour l'emploi.

[voir page suivante](#)